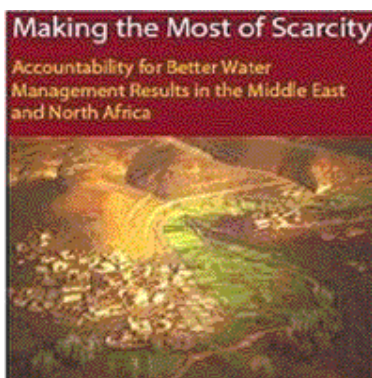


Un nouveau rapport de la Banque mondiale : « Une meilleure gouvernance pour une meilleure gestion de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord »



Les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) connaissent un problème de pénurie d'eau. Nombre d'entre eux sont en effet, confrontés à de véritables crises et tout porte à croire que la situation se dégradera davantage. La disponibilité de l'eau par habitant baissera de moitié en 2050, et s'accompagnera de graves conséquences pour les nappes souterraines et les réseaux hydrographiques naturels, déjà assez limités de la région.

Au fur et à mesure que les économies et la démographie de la région changeront au fil des prochaines décennies, la demande de services d'approvisionnement en eau et d'irrigation changera aussi. Le défi de la gestion des ressources est exacerbé par le fait qu'environ 60% des cours d'eau de la région s'écoulent par-delà les frontières internationales. On estime également que le régime des précipitations se modifiera en raison des changements climatiques.

Les pays de la région MENA sont-ils en mesure d'adapter leurs méthodes de gestion de l'eau actuelles pour relever ces multiples défis ?

Si les pays de la région ne sont pas en mesure de relever ces défis, il en découlera d'énormes conséquences sociales, économiques et budgétaires. Les services d'eau potable deviendront plus irréguliers qu'ils ne le sont déjà, les villes dépendront de plus en plus de la désalinisation qui est une pratique coûteuse et devront, en période de sécheresse, s'appuyer fréquemment sur les secours d'urgence fournis au moyen de camions citernes ou de péniches. Les interruptions d'approvisionnement affecteront sévèrement un réseau et une infrastructure de distribution plutôt coûteux.

Dans le domaine de l'agriculture irriguée, les revenus des agriculteurs seront davantage réduits en raison de l'alimentation peu fiable en eau. La dislocation économique et physique liée à la diminution des eaux souterraines ou le caractère irrégulier de l'approvisionnement en eau augmentera et les conflits locaux pourront s'intensifier. Tout cela aura des effets à court terme et à long terme sur la croissance économique et la pauvreté, augmentera les tensions sociales au sein des com-

munautés et entre elles, et exercera une pression accrue sur les ressources financières publiques. Le rapport de la Banque mondiale «Making the most of scarcity », lancé le 11 mars dernier au Caire, propose des voies et moyens par lesquels, dans le contexte de leurs réalités politiques et économiques actuelles, les pays de la région MENA peuvent entreprendre des changements visant à réduire ces problèmes.

Les facteurs qui déterminent les politiques de la réforme du secteur de l'eau dans la région semblent changer et pourraient entraîner de meilleurs résultats. Les changements sont généralement minimes et isolés mais peuvent potentiellement servir de base d'appui à la réforme. Le nouveau rapport de la Banque mondiale, cinquième d'une série de rapports qui s'adressent aux principaux défis de la région MENA, soutient qu'il n'est pas nécessaire que l'eau soit considérée comme une contrainte au développement économique et à la stabilité sociale dans la région. En effet, les économies fortes et diversifiées ont la particularité d'accorder aux pouvoirs politiques plus d'espace politique pour entreprendre les réformes nécessaires à l'amélioration de la gestion de l'eau. Les usages

5- Dans le rapport, la région MENA comprend l'Algérie, Bahreïn, Djibouti, l'Égypte, la République islamique d'Iran, l'Irak, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, Malte, le Maroc, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite, la République arabe syrienne, la Tunisie, les Émirats arabes unis, la Cisjordanie et Gaza, et le Yémen.

6- L'expression « secteur de l'eau » couvre la gestion des ressources en eau, les services d'irrigation et les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

domestiques, commerciaux et industriels de l'eau ne représentent que 10 à 15 % des besoins en eau d'un pays, l'agriculture et l'environnement absorbant le reste. Il s'en suit que la quasi-totalité des pays de la région dispose d'eau en quantité suffisante pour fournir à sa population l'eau potable dont elle a besoin, y compris en prenant en compte les populations urbaines en plein essor dans plusieurs pays de la région. La diversification des activités économiques et la croissance pourraient entraîner des opportunités d'emploi en dehors de l'agriculture, permettant du coup aux agriculteurs de la région de s'adonner à des cultures à forte valeur. En important une part plus large des produits alimentaires dont ils ont besoin, les pays pourraient libérer plus d'eau dans l'environnement, réduire de la sorte la pression sur les nappes souterraines et maintenir des services environnementaux de base.

L'évolution vers une situation dans laquelle la gestion de l'eau devient une activité financièrement, socialement et écologiquement viable passe par trois facteurs généralement omis des processus de planification des ressources en eau :

- Reconnaître que les décisions relatives aux réformes sont par essence d'ordre politique plutôt que de s'évertuer à séparer le processus politique du processus technique. Cela

implique qu'il faut comprendre les facteurs qui déterminent la dynamique politique des réformes, analyser les points de rupture de ces déterminants et ordonnancer les activités de réforme en conséquence. Il faut des champions de la réforme aussi bien pour la dimension politique que pour l'aspect technique.

- Comprendre le caractère central des politiques extérieures au secteur de l'eau sur la ressource et impliquer les décideurs intervenant dans les autres secteurs.
- Responsabiliser les organismes de l'État et les prestataires de services. Ces organismes et ces prestataires de services doivent être conscients des conséquences de la bonne performance aussi bien que de la mauvaise. Pour y parvenir, la transparence s'impose afin que le public sache pourquoi les décisions sont prises, quelles sont les résultats escomptés et qu'est-ce qui a été réellement accompli. Pour être responsables de leurs actions, les parties prenantes doivent participer à la prise de décision.

Certains pays de la région ont pris des mesures similaires dans leur approche de la gestion de l'eau et les résultats attendus sont prometteurs. Tel est le cas du Maroc. D'autres pays (l'Algérie, l'Égypte et le Yémen) ont commencé à s'ouvrir aux

publics non sectoriels et à préparer et présenter des analyses qui montrent les conséquences de la mauvaise gestion de l'eau sur l'ensemble de l'économie.

De nombreux pays ont acquis de l'expérience au niveau local et ont amélioré la responsabilité qui leur incombe d'amener les parties prenantes à participer à la prise de décision concernant la gestion de l'eau et les services s'y rapportant.

Faire face à la problématique de la rareté de l'eau et d'un degré élevé de variabilité de cette ressource dans un contexte d'explosion démographique et d'économies en mutation entraîne des choix difficiles à opérer et des changements douloureux à endurer. Cependant, les petites évolutions observées dans plusieurs États de la région prouvent que cela n'est pas impossible. En situant la réforme du secteur de l'eau dans le contexte de l'économie politique et en menant une action qui tienne compte du caractère multisectoriel de la gestion de l'eau, il est possible d'entreprendre des réformes supplémentaires. En introduisant des changements, y compris à l'échelon local, qui contribuent à renforcer l'obligation de rendre compte au public, les réformes peuvent porter des fruits et contribuer à améliorer la situation économique, le bien-être des populations, les conditions écologiques et les résultats budgétaires.

Pour plus d'informations sur les conclusions du rapport, consultez :

<http://go.worldbank.org/WDPAMJ5290>

Pour plus d'informations sur les activités de la Banque mondiale dans le secteur de l'eau, dans la région MENA, consultez :

<http://go.worldbank.org/DZM6EABS70> / <http://go.worldbank.org/1HLTHHQKY0>

Pour plus d'informations sur les activités de la Banque mondiale dans le secteur de l'eau, consultez :

<http://go.worldbank.org/OSW7EOVG30> / <http://go.worldbank.org/PRR44UVHT0>